

Jean-Paul Philippot : « Plus que jamais, l'audiovisuel public doit évoluer »

TÉLÉVISION Les Suisses ont voté le maintien de la redevance de radio-télévision

- Le service public européen est soulagé.
- Son président plaide pour des collaborations avec les acteurs privés et culturels.

ENTRETIEN

De mémoire d'Helvète, on n'avait plus connu de débat aussi acharné depuis 1992 et le rejet par référendum de l'entrée de la Suisse au sein de l'Union européenne. Ce dimanche, c'était le sort de la redevance TV-radio, la plus élevée d'Europe (voir ci-contre) qui était soumise à une votation, scrutée minutieusement aux quatre coins de l'Europe. Alors que le « No Billag » (du nom de l'organisme percepteur de ladite taxe) avait marqué des points en début de campagne, les Suisses se sont finalement, et très nettement, prononcés en faveur du maintien de la redevance. Et donc, pour faire clair : de l'audiovisuel public suisse, dont 75 % du budget s'appuient sur elle.

Les 6.000 employés de la Télévision suisse romande (TSR) ne sont pas les seuls à pousser un « ouf » de soulagement. Jean-Paul Philippot, l'administrateur général de la RTBF mais aussi président de l'Union européenne de radio-télévision (l'UER), ne masque pas sa satisfaction : « Il s'agit d'un résultat assez net. Pour le service public, en Suisse, et je dirais au-delà de la Suisse, c'est une forme de légitimation importante. Tous les services publics audiovisuels européens doivent s'en réjouir. »

Selon vous, quel élément déterminant aura finalement permis de faire pencher la balance en faveur du maintien de la taxe ?

Ce n'est pas uniquement la SSR (la Société suisse de radiodiffusion et télévision) qui a fait campagne pour le « non » (NDLR : au « No Billag »). Il y a eu des soutiens de toute une série

d'acteurs : des acteurs culturels, des acteurs privés, des médias privés, la presse... Et donc, au-delà de la légitimité renforcée, il faut y voir un double signal. Un : le sens même du service public. Deux : la nécessité, sinon de repenser, en tout cas de définir de nouvelles formes de collaboration par rapport à une concurrence et à un univers médiatique devenu global et qui, en termes de diversité, de pluralisme, d'investissements dans la création locale, ne véhicule que peu de valeur.

Vous plaidez pour redéfinir les collaborations entre services publics et un certain nombre d'autres acteurs, notamment privés ?

Il est évidemment délicat de faire des généralités sur des situations particulières, mais en Suisse, en tout cas, il y a eu des manifestations de solidarité d'acteurs qui généralement œuvraient chacun dans leur zone d'activité. Dans les arguments des uns et des autres, il y a cette prise de conscience que la créativité sur toutes les plates-formes médias est nécessaire à une société qui se transforme. Cet élément-là, pas seulement, en Suisse mais partout en Europe, plaide pour des collaborations

un peu moins complexes entre ces acteurs, comme la société civile, le monde culturel, des acteurs des médias privés.

Cette collaboration est-elle salubre pour affronter la concurrence des Gafa ou autre Netflix ?

Oui, je le pense très sincèrement. C'est salubre d'avoir eu ce débat. Ce n'est jamais mauvais de se poser des questions quant à la valeur qu'un service public apporte à la société qui le finance. Et là, la réponse est claire. Aujourd'hui, le service audiovisuel suisse reçoit un soutien massif de la société. Mais, c'est un travail qui démarre. Il va y avoir dans les prochains mois des initiatives de la SSR pour capitali-

ser sur ce soutien, faire preuve de modernité et se projeter dans le futur.

La Suisse est un cas isolé ou va-t-on assister à un effet domino en Europe ?

Cette votation suisse a beaucoup mobilisé les responsables de l'audiovisuel en Europe. Cela témoigne d'une mutation dans le paysage et cela nous conforte au niveau de l'UER sur le nécessaire devoir de mutation des opérateurs publics. C'est une de mes priorités.

Les jeunes ont été parmi les premiers et les plus virulents à remettre en cause la redevance en Suisse. Qu'auriez-vous répondu à cette génération qui plaide pour une télévision à la carte, où l'on ne paie que ce que l'on

consomme ?

Dans le déroulé de la campagne, de plus en plus de jeunes ont évolué dans leur perception. On sait que les jeunes se détournent à la fois de la radio et de la télévision linéaires. Par ailleurs, ils consomment de manière extrêmement importante des contenus audiovisuels. Dans ce devoir de mutation, il y a à s'adresser à eux. C'est un travail complexe. Mais il faut être réaliste, il n'y a pas une solution unique. Un marché n'est pas l'autre. Chez nous, la RTBF a lancé Tarmac, qui cible une population et un genre culturel. On a lancé Yews, Auvio... BBC investit dans des plates-formes non linéaires. Radio France a développé le podcast. C'est un enjeu majeur, pour tous les opérateurs audiovisuels linéaires, et pas seulement publics. Quand on parle de missions de service public qui vont de l'information à la diffusion culturelle, cela fait sens quel que soit l'âge.

Ces enjeux vont-ils s'inviter dans les discussions autour du contrat de gestion de la RTBF ?

La phase de travail parlementaire est terminée. On va enta-

mer les négociations dans les semaines qui viennent. En revanche, le plan de transformation interne que nous menons depuis 18 mois, adresse spécifiquement ces défis puisqu'on crée des fonctions spécifiquement dédiées à ces publics jeunes.

Vu le contexte suisse, y a-t-il une remise en question des modes de financement de l'audiovisuel public francophone en Belgique ?

Non. C'est un débat que l'on a de loin en loin. Mais il faut admettre qu'il y a un certain nombre de biens collectifs qui n'ont pas de capacités à être monétisés dans leur globalité. On ne peut pas monétiser un journal télévisé ou une captation de pièce de théâtre. Ce qui n'empêche que, plus que jamais, nous devons évoluer. Plus que jamais ! ■

Propos recueillis par
PHILIPPE LALOUX

LA VOTATION

Un rejet massif

Chaque foyer suisse paie 451 francs (390 euros) par an pour avoir accès à 7 chaînes de télévision et 17 chaînes de radios publiques dans les quatre langues nationales. Les jeunes du Parti libéral-Radical (droite) sont à l'initiative de la votation de dimanche visant à supprimer la taxe, jugée « trop chère » et « désuète ». Et interdire toute dotation publique de l'audiovisuel : « Il n'y a pas de plan B. Si le oui l'emporte, c'est la fin de vos chaînes publiques », avait martelé Gilles Marchand, directeur général de la SSR, tout au long d'une campagne enflammée qui a mobilisé tous les acteurs culturels et privés. Les 23 cantons suisses ont finalement rejeté massivement le « No Billag » (l'organisme qui perçoit la redevance) avec 71,6 % des suffrages exprimés.

PH.L.